

COMITÉ
BAILS

FOUINEUR LIBRE

Journal du Comité BAILS

Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve

ACTUALITÉS DU BEIGNE

À vous de trouver c'est qui le Beigne !

Bon, je me suis porté volontaire pour aider à la rédaction du journal du BAILS. Espèce de tata, pas le BAILS, *moué*. Quand on lance un journal, les écrivains pullulent. Après plusieurs parutions, les idées sont aussi rares que la Coupe Stanley au printemps à Montréal. Que les amateurs du Canadien me pardonnent. Ce n'est pas votre faute, votre équipe est pourrie et vous ne connaissez rien au hockey.

Donc, on disait que la retraite est dorée pour les journalistes du BAILS. Au salaire qu'on les paye, ils pourraient faire un effort. Pourtant, les sujets ne manquent pas.

J'aimerais vous faire un portrait détaillé des membres du conseil d'administration. On va commencer parNous devons arrêter car je reçois des claques à la dizaine, ouch et je viens de recevoir une injonction qui pourrait me mener à la Cour Suprême que les conservateurs commencent à changer pour le plus grand bien des citoyens.

L'élection du nouveau gouvernement minoritaire (minoritaire ne veut pas dire minus) apportera sûrement de l'eau ou de la bière aux discussions dans les tavernes (de moins en moins tavernes, de plus en plus casinos). Je serais prêt à parier que ces messieurs, dames ne garderont pas longtemps leur limousine et les petits pages qui vont avec. Après, ce sera le retour des Dion, Coderre etc.. Youppi, on recommence.

Et puis, il y a le gouvernement Charest qui essaie en privé de tout céder au privé. Je me propose de devenir juge au privé. Mes petits copains auraient tout le plaisir et le loisir de faire pousser leurs petites herbes qui honorerait les bûches de Noël de nos grands-mères. Je n'ai pas trouvé le tréma de Noël, mais je vous en promets plusieurs dans la prochaine édition.

Encore au provincial, on retrouve un nouveau parti, le Québec solidaire qui promet des sueurs froides au Parti Québécois et, secret de polichinelle qui aurait une oreille attentive aux revendications des groupes supporteurs du logement social.

On va s'arrêter là car dans la salle de rédaction, Audrey, Francine et Max me traitent de réactionnaire et me montrent gentiment la porte à coups de chaises. Bande de brutes, bandits, chameaux, cannibales.

Le Tata d'Ida

Sit-in au complexe G de Québec:

LE FRAPRU PASSE À L'ACTION AVANT LE BUDGET !

tiré du site internet du FRAPRU, www.frapru.qc.ca

Plus de 250 membres du Front d'action populaire en réaménagement urbain, dont une dizaine du Comité BAILS, ont tenu mardi le 21 février un sit-in de deux heures au Complexe G, à Québec.

Les membres du FRAPRU demandaient au ministre des Finances, Michel Audet, de ne pas se laisser obnubiler par le remboursement de la dette ou la réduction des impôts dans le budget qu'il présentera au cours des prochaines semaines. Selon le FRAPRU, M. Audet devrait d'abord chercher à répondre plus adéquatement aux besoins les plus élémentaires de la population, dont celui de se loger. L'organisme réclame donc des investissements majeurs dans le logement social et dans la lutte contre la pauvreté

Le FRAPRU estime que le gouvernement Charest aurait tort de croire que la crise du logement est finie et qu'il n'est pas nécessaire d'y consacrer de nouvelles sommes. Il précise que le taux de logements inoccupés est de 0 % à Montréal pour les logements familiaux de 3 chambres à coucher et plus dont le loyer est inférieur à 500 \$ par mois, alors qu'il n'est que de 0,4 % pour ceux qui se louent entre 500 \$ et 700 \$ par mois. Dans la basse-ville de Québec où les loyers sont traditionnellement les moins coûteux, le taux de logements inoccupés des 5 1/2 et plus n'est que de 0,1 %. Par ailleurs, la liste d'attente pour une Habitation à loyer modique (HLM) atteint aujourd'hui les 35 000 noms à travers le Québec, dont 22 000 à Montréal et 1800 à Québec, alors qu'aucun logement de ce type n'a vu le jour au cours des douze dernières années.

Le FRAPRU demande donc que le budget prévoit des fonds pour un nouveau programme de HLM. Il le presse également d'investir dans la poursuite et l'amélioration du programme AccèsLogis qui permet présentement le financement de coopératives d'habitation et de logements sans but lucratif. Le dernier budget avait consacré 145 millions \$ au financement de 2600 logements dans ce programme, mais ces sommes ont vite trouvé preneur et il n'y a actuellement plus de places pour de nouveaux projets. L'organisme réclame enfin de l'aide d'urgence pour les ménages qui se retrouveront sans logis autour du 1er juillet, en raison de la pénurie de logements à bas loyer qui frappe encore la majorité des régions du Québec. L'action du FRAPRU s'est d'ailleurs tenue la veille d'une discussion au Conseil des ministres sur la prolongation de l'aide financière temporaire qui a été accordée au cours des dernières années à 4150 ménages sans logis de villes comme Québec, Montréal, Gatineau, Sherbrooke, Laval et Longueuil.

Les manifestantes et manifestants du FRAPRU occupant le Complexe G durant quelques heures le 21 février dernier.



LA COALITION LOGEMENT MERCIER/HOCHELAGA-MAISONNEUVE

Josée Barlow

Fusion des quartiers oblige : une nouvelle coalition a vu le jour dans l'arrondissement. Nous avons en effet décidé, nous aussi, de fusionner nos efforts afin d'avoir plus de poids au sein de l'arrondissement. Cette coalition, que nous faisons avec Entraide logement et Info-logis de l'Est (les autres comités logements de l'arrondissement), a pris forme dans le cadre de la dernière élection municipale. Nous avons par ce biais interpellé les diversEs candidatEs sur les trois revendications suivantes :

- 1) Qu'il y ait un réel moratoire sur les conversions des logements en condos
- 2) Qu'il y ait constitution d'une réserve de terrains en vue d'y construire du logement social
- 3) Qu'il y ait une meilleure application du code du logement

La première revendication, concernant le moratoire sur les conversions en condos, vise à préserver et protéger le parc locatif. En effet, comme il y a une pénurie de logements actuellement à Montréal et encore plus dans le quartier, nous voulons que l'arrondissement n'accepte aucune conversion tant et aussi longtemps que le taux de vacance ne dépassera pas 3%. Comme nous le savons, les gens du quartier ne peuvent se payer des condos et il est de plus en plus difficile pour eux de s'y loger à cause des coûts de loyer qui augmentent fastidieusement d'année en année.

La deuxième revendication, soit la réserve de terrains, vise à ce que nous puissions obtenir des terrains vacants et utilisables afin d'y construire du logement social. Ces terrains étant de plus en plus rares et de plus en plus coûteux, nous considérons qu'il est nécessaire que la Ville se munisse d'une banque de terrains et qu'elle conserve ceux qui appartiennent déjà à la ville afin que des projets pour le bien collectif puissent voir le jour. En effet, il est difficile pour des organismes sans but lucratif d'acquérir des terrains qui ont fait l'objet de spéculation. C'est pour quoi les promoteurs privés voulant construire des condominiums ont une avance sur nous, ceux-ci ayant des visés lucratives. Nous ne devons donc pas être mis sur le même pied que les promoteurs privés : la Ville se doit de prendre position pour ses habitants moins favorisés.

La troisième revendication concernant l'application plus rigoureuse du Code du logement vise à mieux protéger les locataires quant aux conditions de leur logement. Si la ville s'est dotée d'un Code du logement visant à remédier aux problèmes d'insalubrité et d'entretien des logements, peu de ressources sont allouées à son application. De plus, les comités logements remarquent trop souvent un manque de volonté quant à l'application de ce Code, ce qui se traduit par un fardeau plus grand pour les locataires dans le besoin. Nous demandons donc à ce que la Ville se dote de moyens effectifs pour son application.

Nous continuerons donc de nous mobiliser sur ces enjeux importants afin de les faire valoir et d'obtenir gain de cause auprès de l'arrondissement. Nous verrons bientôt quelle oreille nous prêterons les nouveaux et nouvelles éluEs, une oreille attentive, une oreille à tentative ou une oreille d'attente active comme dirait Sol.

Activités avril-mai 2006

Avril

Samedi 8: **Action à Sherbrooke pour revendiquer des mesures d'urgence à l'été 2006.**
Départ à 10h00 du métro Berri-UQAM, retour à Montréal vers 17h.
Pour infos et réservations: (514) 522-1817.
Organisée par le FRAPRU.

Mercredi 12: Manifestation dans le cadre du 3e anniversaire de la prise du pouvoir par le gouvernement Charest. Rendez-vous à 16h00 au bureau du Comité Bails. Départ de la marche à 17h00 du bureau de Jean Charest, coin Sherbrooke et McGill college. Organisée par la Coalition J'ai jamais voté pour ça !

Mardi 25: **Occupation et manifestation d'appui pour un nouveau programme de HLM, à Montréal.**
Départ pour la manif à 9h00 du Comité BAILS. Pour infos : (514) 522-1817
Organisée par le FRAPRU.

Mai

Jeudi 18: **Assemblée générale annuelle du Comité Bails**
L'Assemblée générale est le lieu de décision suprême du comité Bails,
elle est ouverte à tous les membres.
À 17h00 au 4560 Adam (dans l'église). Réservez votre place au (514) 522-1817.

BLOC TECHNIQUE

Voici les noms des collaborateurs et
collaboratrices du Fouineur libre
pour ce numéro: Josée Barlow, Francine Bédard, Audrey
Plouffe, Michel Villeneuve

**LE FOUINEUR LIBRE EST TOUJOURS À LA RECHERCHE
D'AUTEUR-E-S,**

**VOUS AVEZ UNE OPINION À PARTAGER ?
UN SUJET QUE VOUS SOUHAITEZ APPROFONDIR ?
ON ATTENDS DE VOS NOUVELLES !**

Les textes apparaissant dans ce bulletin,
à l'exception de l'éditorial, n'engagent que leurs auteurEs.

Toute reproduction est permise et encouragée
en autant que l'on mentionne la source. Merci.

Le Comité Bails est financé principalement par le SACA



1455 rue Bennett, Montréal, Qc, H1V 2S5
Tél: (514) 522-1817, Fax: (514) 522-9863
Courriel: bails@bellnet.ca

**Appuyez la lutte pour du
logement social dans votre quartier !
Devenez membre !
Contactez-nous !**